strait du site UGTG.org
l :Â http://ugtg.org/spip.php?article395
Les 44 propositions du MEDEF
- Expressions - Contributions -
Date de parution : 29 novembre 1999
Date de mise en ligne : jeudi 7 avril 2005 Mis à jour le : mardi 1er juillet 2008
UGTG.org

## Les 44 propositions du MEDEF

Pour nous convaincre de la nécessité de donner plus de sens à la lutte, nous devons nous rappeler du contenu des âEuros"44 propositionsâEuros"âEuros" que le MEDEF a soumis au Gouvernement de la France en Mars 2004, propositions visant à âEurosÜâEuros"moderniser le Code du TravailâEuros"âEuros", considéré comme un obstacle à la compétitivité des entreprises, à la création dâEuros"emplois et trop protecteur pour les salariés.

- Sur le contrat de travail, le MEDEF demande de créer le contrat de mission, contrat à durée indéterminée dâEuros"une durée supérieure à 18 mois, qui prend fin avec la fin de la mission pour laquelle il avait été conclu. Et, de la possibilité de recourir à des contrats à durée déterminée pour des emplois liés à lâEuros"activité permanente de lâEuros"entreprise. Proposition adoptée.
- Sur le salaire, annualiser le SMIC pour que soient pris en compte dans son assiette de comparaison tous les éIéments de rémunération à caractÃ"re de salaires, quelle que soit la périodicité de leurs versements.
- Sur la durée de travail, devra être déterminée par âEurosÜâEuros"les partenaires sociaux de lâEuros"entrepriseâEuros" âEuros" et non plus par le Code du Travail.
- Sur les institutions représentatives du personnel et les syndicats, création dâEuros"un Comité de Dialogue Social, présidé par le patron et exerçant les missions des délégués du personnel, des comités dâEuros"entreprises et du délégué syndical, les réunions se tiendraient chaque trimestres selon lâEuros"ordre du jour fixé par le patron.
  Les heures de délégation doivent être réduites dans la même proportion que la durée du temps de travail, Ã 35 heures.
- Sur les sanctions encourues par les patrons délinquants, seuls les cas les plus graves dâEuros"atteintes aux principes fondamentaux du droit du travail, devront être concernés.

. . .

Autant donc de dispositions qui ont dâEuros"ailleurs reçu lâEuros"assentiment de SARKOZY et qui seront applicables au cours de sa mandatureâEuros¦ avec lâEuros"accord tacite et explicite des organisations syndicales.

UGTG - XII CongrÃ"s Avril 2008